

SeFaFi

**SEHATRA FANARAHA-MASO NY FIAINAM-PIRENENA
Observatoire de la Vie Publique**

Lot III M 33 K Andrefan'Ambohijanahary, Antananarivo 101

Tél. 032 59 761 62 Email : sefafi@gmail.com Site Web : www.sefafi.mg

Quelle laïcité, à Madagascar ?

Dimanche 29 janvier, dans le stade de Mahamasina-Antananarivo, était célébrée une grand-messe présidée par le Cardinal Pietro Parolin, secrétaire d'État du Saint-Siège. Ce dernier était venu à l'occasion du 50^{ème} anniversaire des relations diplomatiques entre Madagascar et le Saint-Siège, et pour signifier aux fidèles de l'Église catholique toute l'attention que leur porte le pape François.

Mais la portée spirituelle de l'évènement a été occultée par deux faits divers qui donnent à réfléchir. Le premier est lié à la présence de politiciens dont l'affiliation et le comportement ne sont guère catholiques, à commencer par les chefs d'État anciens et actuel. La messe est la célébration liturgique des baptisés. Pendant les premiers siècles de l'Église, les non baptisés étaient renvoyés après la liturgie de la Parole, la liturgie du sacrement étant réservée aux seuls baptisés. Autres temps, autres mœurs. Pour autant, une eucharistie peut-elle être prétexte à manifestation politique ? Tous les politiciens qui ont ruiné le pays depuis l'indépendance étaient là, sans distinction d'appartenance confessionnelle, chacun cherchant à se faire remarquer : diffuser sa photo prise dans un tel cadre est un argument sans prix pour les prochaines élections. Autant dire que les motivations des uns et des autres n'étaient guère religieuses. À quoi bon une messe, dans ces conditions ? Et qu'en pensent les nombreux fidèles venus prier de bonne foi ?

Le deuxième fait divers, si l'on peut dire, a scandalisé croyants et non-croyants : « les fidèles catholiques étaient choqués du comportement du Premier Ministre Mahafaly Olivier Rasolonandrasana. Effectivement la messe s'est déroulée en toute quiétude, mais un geste a capturé l'attention des invités et téléspectateurs car pendant la communion, l'homme d'État a pris l'eucharistie, a fait quelques pas et il l'a mise dans sa poche. L'eucharistie qui est sainte aux yeux des catholiques, ce geste est vu comme une insulte. Lui qui est adventiste pourrait ne pas participer à cette rituelle [*sic*] et faire comme les autres »¹.

La question qui se pose alors est bien celle de la laïcité de l'État. Que signifie une messe, célébration spécifiquement catholique (chez les protestants, on parle de « culte »), organisée à l'intention de tous les citoyens, à laquelle est conviée toute la classe politique – que ses membres soient chrétiens, musulmans, athées, voleurs ou violeurs, condamnés amnistiés ou pas ? Dans ces conditions, ne serait-il pas préférable d'organiser un culte œcuménique à base de textes bibliques qui recueilleraient l'adhésion de la majorité et n'engagerait pas les

1. « Insulte à la religion catholique », *La Gazette de la Grande Île*, 1^{er} février 2017.

comportements personnels des uns et des autres ? Une réflexion de Benoît XVI pourrait aider à clarifier la question et à sortir de l'hypocrisie collective qui prévaut en ce domaine :

« La saine laïcité (...) signifie libérer la croyance du poids de la politique et enrichir la politique par les apports de la croyance, en maintenant la nécessaire distance, la claire distinction et l'indispensable collaboration entre les deux. Aucune société ne peut se développer sainement sans affirmer le respect réciproque entre politique et religion en évitant la tentation constante du mélange ou de l'opposition. (...) Une telle laïcité saine garantit à la politique d'opérer sans instrumentaliser la religion, et à la religion de vivre librement sans s'alourdir du politique dicté par l'intérêt, et quelquefois peu conforme, voire même contraire, à la croyance »².

Antananarivo, 4 février 2017

2. Benoît XVI, *Ecclesia in Medio Oriente*, 14 septembre 2012.